

ARCHIVES DE PARIS

Centre d'action sociale de la ville de Paris

Registres et dossiers d'instruction d'aide au logement
(1977-1997)

2355W 1-43

Répertoire numérique détaillé
établi par Elsa Quétel

Avril 2005

Délai de communicabilité de 60 ans

Dossiers du Secrétariat des Commissions fonds de solidarité pour le logement, accord collectif catégorie 1

Le secrétariat des Commissions FSL/ACC 1 dépend du Service de solidarité et de l'Insertion du Centre d'action sociale de la ville de Paris. Il prépare le travail des commissions qui attribuent des aides financières pour accéder à un logement ou y être maintenu. Ainsi, plus de 13000 dossiers par an sont examinés lors de ces commissions (dont 8000 créations par an en 2004 pour les demandes FSL), en liaison (par convention) avec l'État et la Direction de l'action sociale de l'enfance et de la santé. Créé en application de la loi du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement, il s'inscrit dans les plans départementaux d'action pour le logement des personnes défavorisées du département de Paris.

Cette structure, actuellement sise 7 rue des Minimes dans le 3^e arrondissement de Paris, procède à l'instruction des dossiers de différentes aides sociales légales relatives au logement, la comptabilité et les pièces y afférant étant gérées par la Caisse d'allocation familiale.

Conformément à la circulaire AD 69-5 de la direction des archives de France, la conservation de ces dossiers d'aide légale est de 5 ans. Toutefois, pour garder un témoignage de cette structure originale et de l'aide au logement à Paris, à la fin du 20^e siècle, un échantillonnage des dossiers a été effectué.

Cet échantillonnage, compte tenu de l'ampleur des dossiers produits chaque année, est limité. Il porte sur :

- le début du dispositif (1978-1987) et les années 1989 et 1991, pour les dossiers d'instruction soldés de la Commission municipale « Expulsions », -échantillonnage des dossiers se situant en début, en milieu ou en fin d'année et sur les années 1986-1988 pour les dossiers d'instruction de la Commission départementale « impayés » ;
- les débuts du dispositif du POPS (Protocole d'occupation du patrimoine social) (1991-1992) et sur son évolution 5 ans plus tard (1996), -échantillonnage des dossiers se situant en début, en milieu ou en fin d'année ;
- les débuts du dispositif (1992-1993) des dossiers d'instruction « accès dans les lieux » et son évolution 4 ans plus tard (1996), -échantillonnage des dossiers se situant en début, en milieu ou en fin d'année ;
- les débuts du dispositif (1991-1992) des dossiers « maintien dans les lieux » et son évolution 4 ans plus tard (1996), -échantillonnage des dossiers se situant en début d'année.

Les dossiers échantillonnés – à l'exception des registres d'enregistrement des dossiers de la commission Expulsions – sont des dossiers d'instruction nominatif d'aide au logement. Leur composition est similaire : pièces relatives à l'identité et aux ressources du bénéficiaire, pièces justificatives liées à son logement, décisions d'attribution ou non de l'aide par les commissions et courriers du secrétariat FSL.

Des changements organisationnels du secrétariat FSL/ACC 1 (nommé POPS/FSL jusqu'en 2004) ont eu lieu en 2001 (nouveau logiciel de gestion et de classement des dossiers -par foyer-), puis en 2003 (saisine directe des usagers) et 2004.

En effet, l'accord collectif départemental signé le 16 mai 2003, se substitue au POPS et entre en application en juillet 2004. Il serait donc intéressant d'en constater l'impact sur les dossiers individuels et prévoir ainsi un nouvel échantillonnage des dossiers POPS/ACC 1 créés lors de ces deux années : 2001 et mi 2004 – mi 2005, et prévoir leur versement à l'issue de la DUA de ces dossiers, soit en 2010 pour les dossiers ACC 1 (DUA de 5 ans).

En outre, une nouvelle aide FSL, l'apurement de dette, est apparue en 2003. D'abord insérée dans les dossiers d'AL, elle a, à partir de septembre 2003, été traitée à part. Un

échantillonnage de cette nouvelle aide pourrait donc être effectué, l'année de sa mise en place, en 2003 et un versement réalisé, à l'issue de sa DUA, en 2009. Pour les dossiers « maintien dans les lieux », il faudrait attendre 2011 pour les verser du fait de leur plus longue DUA (DUA de 7 ans).

Elsa QUETEL
archiviste du centre d'action sociale
de la Ville de Paris

Cote	Résumé du contenu de l'article	Dates extrêmes
2355W 1-6	Registres d'enregistrement des dossiers de la commission « Expulsions » : nom et prénom du bénéficiaire, montant et motifs du prêt accordé [Dispositif municipal de prévention des expulsions de logement – disparu avec l'application de la loi Besson du 31 mai 1990 instaurant le F.S.L. (Fonds de solidarité pour le logement)]	1977-1991
2355W 1	1977 (n°1-n°469) 1978 (n°1-n°913)	
2355W 2	1979 (n°1-n°1400) 1980 (n°1-n°1123)	
2355W 3	1981 (n°1-n°1228) 1982 (n°1-n°1028) 1983 (n°1-n°434)	
2355W 4	1983 (n°435-n°997) 1984 (n°1-n°821) 1985 (n°1-n°738)	
2355W 5	1985 (n°739-n°1046) 1986 (n°1-n°1018) 1987 (n°1-n°721) 1988 (n°1-n°438)	
2355W 6	1988 (n°439-n°732) 1989 (n°1-n°1215) 1990 (n°1-n°1014) 1991 (n°1-n°865)	
2355W 6	Registres des dossiers transmis à la CAF	1992-1995

Cote	Résumé du contenu de l'article	Dates extrêmes
2355W 7-43	<p align="center">DOSSIERS D'INSTRUCTION D'AIDE AU LOGEMENT</p> <p><i>Les dates extrêmes indiquées pour les dossiers d'instruction de demande de relogement, d'aide AL ou ML sont les dates de création des dossiers (dates du 1^{er} et dernier de chaque boîte), ils ne sont soldés ou annulés que parfois trois ans après leur année de création.</i></p> <p><i>Les numéros correspondent aux numéros des dossiers.</i></p> <p><i><u>Certains dossiers sont manquants.</u></i></p>	1978-1997
2355W 7-8	Dossiers d'instruction soldés de la commission « Expulsions » (Commission municipale intervenant en subvention pour les ménages menacés d'expulsion) : identité du bénéficiaire, pièces justificatives, correspondance	1978-1987
2355W 7 2355W 7 (suite)	<p align="center">2 avril 1978-17 octobre 1985 n°78/47-n°78/398 n°79/603-n°79/1196 n°80/452-n°80/964 n°81/674 n°82/599-n°82/722 n°84/70-n°84/749 n°85/148-n°85/722</p>	
2355W 8	<p align="center">11 avril 1985-6 août 1987 n°85/745-n°87/952 n°86/171-n°86/991 n°87/408-n°87/457</p>	
2355W 8-9	Dossiers d'instruction de la commission « impayés » (Commission départementale intervenant en prêt pour les débuts d'impayés avant procédure) : identité du bénéficiaire, pièces justificatives, correspondance	1985-1988
2355W 8	<p align="center">10 décembre 1985-2 juillet 1986 n°86/16-n°86/98</p>	
2355W 9	<p align="center">2 octobre 1986-31 mai 1988 n°86/22-n°86/114 n°87/15-n°87/112 n°88/32-n°88/295</p>	
2355W 9-18	Dossiers d'instruction soldés de la commission « Expulsions » (Commission municipale intervenant en subvention pour les ménages menacés d'expulsion) : identité du bénéficiaire, pièces justificatives, correspondance	1989-1991
2355W 9	<p align="center">3 mars 1989 n°89/180-n°89/200</p>	

Cote	Résumé du contenu de l'article	Dates extrêmes
2355W 10	8 mars 1989-22 mars 1989 n°89/201-n°89/296	
2355W 11	22 mars 1989-10 avril 1989 n°89/297-n°89/380	
2355W 12	22 septembre 1989-23 octobre 1989 n°89/381-n°89/680	
2355W 13	28 décembre 1989-2 septembre 1990 n°89/681-n°89/809 n°90/559-n°90/759	
2355W 14	5 novembre 1990-10 janvier 1991 n°90/890-n°90/929 n°91/001-n°91/030	
2355W 15	10 janvier 1991-29 mai 1991 n°91/031-n°91/425	
2355W 16	11 juin 1991-7 octobre 1991 n°91/426-n°91/546	
2355W 17	13 juin 1991-1 ^{er} août 1991 n°91/547-n°91/685	
2355W 18	1 ^{er} août 1991-12 août 1991 n°91/686-n°91/709	
2355W 18-25	Dossiers d'instruction de demandes de relogement POPS (Protocole d'occupation du patrimoine social) : identité du bénéficiaire, pièces justificatives, correspondance	1991-1996
2355W 18	19 septembre 1991-13 novembre 1991 n°91/1-n°91/40	
2355W 19	1 ^{er} octobre 1991-21 novembre 1991 n°91/41-n°91/106	
2355W 20	21 août 1992-22 septembre 1992 n°92/401-n°92/450	
2355W 21	16 octobre 1992-22 octobre 1992 n°92/451-n°92/500	
2355W 22	20 octobre 1992-23 novembre 1992 n°92/501-n°92/550	
2355W 23	25 septembre 1992-24 novembre 1992 n°92/551-n°92/1033 11 décembre 1995-15 janvier 1996 n°96/2-n°96/40	
2355W 24	3 janvier 1996-1 ^{er} février 1996 n°96/41-n°96/110	

Cote	Résumé du contenu de l'article	Dates extrêmes
2355W 25	25 janvier 1996-31 janvier 1996 n°96/111-n°96/180	
2355W 26-34	Dossiers d'instruction de demande d'aide FSL (Fonds de solidarité pour le logement), accès dans les lieux (AL) : identité du bénéficiaire, pièces justificatives, correspondance	1992-1997
2355W 26	17 mars 1992-22 mai 1992 n°92/1-n°92/70	
2355W 27	26 juin 1992-22 juillet 1992 n°92/71-n°92/130	
2355W 28	22 juin 1992-14 août 1992 n°92/131-n°92/200	
2355W 29	5 mai 1993-13 mai 1993 n°93/361-n°93/420	
2355W 30	29 janvier 1993-14 avril 1993 n°93/421-n°93/480	
2355W 31	20 janvier 1993-5 mai 1993 n°93/481-n°93/540	
2355W 32	1 ^{er} mai 1993-4 juin 1993 n°93/541-n°93/560 19 décembre 1996-20 décembre 1996 n°96/2881-n°96/2920	
2355W 33	16 décembre 1996-19 décembre 1996 n°96/2921-n°96/2970	
2355W 34	23 octobre 1996-6 février 1997 n°96/2971-n°96/3027	
2355W 35-43	Dossiers d'instruction de demande d'aide FSL, maintien dans les lieux (ML) : identité du bénéficiaire, pièces justificatives, correspondance	1991-1996
2355W 35	26 mai 1992-26 octobre 1992 n°92/1-n°92/40	
2355W 36	19 novembre 1991-28 novembre 1991 n°92/041-n°92/090	
2355W 37	7 octobre 1991-21 octobre 1991 n°92/091-n°92/120	
2355W 38	18 septembre 1991-14 octobre 1991 n°92/121-n°92/140	
2355W 39	19 décembre 1995-27 décembre 1995 n°96/1-n°96/022	

Cote	Résumé du contenu de l'article	Dates extrêmes
2355W 40	26 décembre 1995-11 janvier 1996 n°96/023-n°96/070	
2355W 41	23 novembre 1995-1 ^{er} septembre 1996 n°96/071-n°96/100	
2355W 42	5 janvier 1996-17 janvier 1996 n°96/101-n°96/120	
2355W 43	2 janvier 1996-25 janvier 1996 n°96/121-n°96/140	